

Principales caractéristiques des filiales françaises implantées en Inde

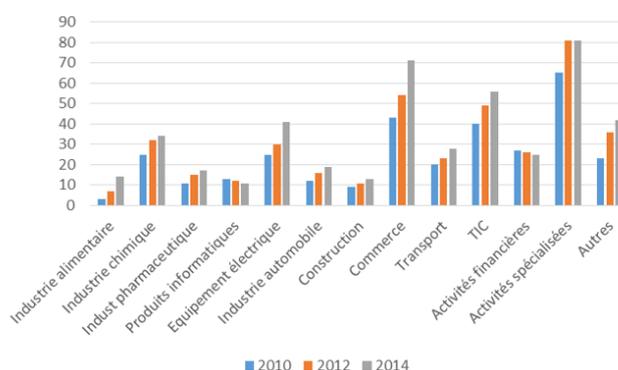
L'enquête FATS réalisée chaque année pour Eurostat par l'Insee permet d'avoir une idée précise de l'évolution de l'implantation des filiales européennes dans le monde. Disponibles entre 2010 et 2014 pour la France, ces données mettent en exergue la **croissance marquée de la présence des entreprises françaises en Inde sur la période**. En 2014, 567 filiales françaises étaient implantées dans le pays, soit un accroissement de 32 % par rapport à 2010. Le nombre de personnes employées par ces unités s'élevait à 246 000 en 2014 et a enregistré une hausse proche de 80 % sur la période étudiée. **Les filiales françaises ont par ailleurs dégagé un chiffre d'affaires de 11 Mds € (+47 % en quatre ans)** alors que leurs investissements bruts en biens corporels s'élevaient à 618 M€ en 2014 (+10,2 % sur la période). Ces chiffres sont globalement cohérents avec les données d'IDE de la Banque de France (qui font état d'un stock d'investissement de 5,75 Mds € fin 2016) ainsi qu'avec celui des entreprises directement connues des services français en Inde (environ 400 filiales, présentes au travers d'un millier d'implantations). Ils font de la France le premier investisseur UE par le nombre de filiales, le deuxième par les effectifs et le troisième par le chiffre d'affaires.

1) Des implantations fortement diversifiées

Les données officielles recensées dans le cadre de l'enquête FATS sur les filiales à l'étranger réalisé par Eurostat recensent **567 filiales françaises implantées en Inde en 2014** (derniers chiffres disponibles). Par rapport à 2010, le nombre d'entités françaises sur le territoire indien a ainsi enregistré une croissance de 32,5 %.

Le secteur tertiaire est celui qui attire la majorité des entreprises françaises. Ainsi, 50,8 % des filiales y étaient implantées en 2014, soit une proportion légèrement supérieure à 2010 (48,6 %). Le sous-secteur des activités spécialisées et techniques¹ regroupe 81 unités françaises en 2014, soit 14,3 % du total. L'accroissement de la présence française dans cette filière apparaît toutefois plus modéré depuis 2010 (+ 24,6 %). Les secteurs du commerce et des technologies de l'information et de la communication, qui concentrent respectivement 71 et 56 filiales françaises en 2014, ont en revanche enregistré une forte croissance de la présence française au cours de la période sous-revue : le nombre de filiales françaises y a enregistré un essor de respectivement 65,1 et 40 % en cinq ans. Dans le secteur du transport, on recensait 28 entités françaises en 2014 (+ 40%). On notera, à contrario, que la présence française dans le secteur de la finance et des assurances s'est contractée de 7,4 % entre 2010 et 2014.

Evolution du nombre de filiales françaises en Inde par secteur, 2010-2014



Source : FATS/Eurostat

Plus de 40 % des filiales françaises étaient par ailleurs implantées dans le secteur des industries manufacturières (237 entités en 2014). Elles sont particulièrement présentes dans deux domaines : la fabrication de produits électriques, où l'enquête dénombre 41 filiales françaises (en hausse de 36,7 % sur la période analysée), et l'industrie chimique, qui en comptait 34 en 2014 (+36 % par rapport à 2010).

¹ Ce dernier regroupe les activités juridiques et comptables, les activités des sièges sociaux et de conseil de gestion, les activités d'architecture et d'ingénierie, la R&D ainsi que la publicité et les études de marché.

On notera également l'attrait croissant des entreprises françaises pour les secteurs de l'industrie automobile et de la pharmaceutique. Ces derniers comptaient respectivement 19 et 17 filiales en 2014, soit une hausse de 58,3 et 54,5 % par rapport à 2010 ; la période a en effet vu le développement d'un écosystème d'entreprises françaises sur l'ensemble de la chaîne de valeur avec, notamment, une forte présence dans le segment des pièces détachées (Faurecia, Valeo). Signe, également, de l'afflux des investissements français dans le secteur agroalimentaire, trois entités françaises étaient comptabilisées dans ce secteur en 2010, contre 14 quatre ans plus tard, soit la plus forte croissance sur la période. La fabrication de produits informatiques est la seule branche manufacturière pour laquelle le nombre d'implantations françaises ressort à la baisse : elles n'étaient en 2014 plus que 11, soit deux de moins qu'en 2010.

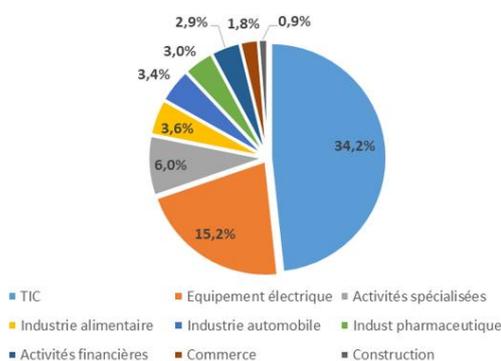
2) Les effectifs des filiales françaises ont presque doublé 2010 et 2014

En 2014, les 567 filiales françaises employaient 246 300 personnes. Preuve de leur bonne santé sur les cinq années étudiées par Eurostat, le nombre de personnes qui travaillaient dans ces unités a augmenté de 76,4 % par rapport à 2010 (139 600 salariés en 2010). Une filiale française implantée en Inde comptait ainsi en moyenne 434 employés au sein de sa structure en 2014.

Près de deux tiers des travailleurs exerçaient dans le secteur tertiaire en 2014 (64,4 % contre 69,1 % en 2010), soit 158 700 personnes. Les effectifs ont enregistré une croissance de 64,4 % par rapport à 2010. Les entreprises implantées dans le domaine des services employaient donc en moyenne 551 personnes. Le sous-secteur des technologies de l'information et de la communication est celui qui compte le plus grand nombre de travailleurs. Ainsi, 84 327 individus exerçaient dans ce segment en 2014 (34,2 % du total), soit 66,8 % de plus qu'en 2010. Cette filière apparaît particulièrement intensive en travail puisqu'en moyenne, une filiale française employait 1 506 personnes au sein de son entité, soit un niveau presque quatre fois supérieur à la moyenne, tous secteurs confondus. L'emploi français est notamment entraîné par les activités de *Capgemini*, qui a dépassé, en 2017, la barre des 100 000 salariés en Inde.

A l'inverse, les services commerciaux comptent encore peu d'employés au regard du nombre de filiales françaises présentes en Inde, ce qui reflète selon toute vraisemblance les restrictions imposées aux investissements étrangers dans ce secteur (l'ouverture du commerce de détail marque unique est postérieure à l'enquête). La branche ne comptait ainsi, en 2014, que 4 349 salariés (+ 70,2 % par rapport à 2010), ce qui sous-entend que les entreprises du secteur n'employaient en moyenne que 61 personnes en 2014. Les activités spécialisées et techniques ont enregistré quant à elles un accroissement sensible de leurs effectifs, qui atteignaient 14 700 personnes en 2014 (+ 98,2 % par rapport à 2010). On notera que les activités financières et d'assurances françaises en Inde comptaient 7 112 salariés en 2014 soit, en moyenne, 284 personnes par entité.

Répartition sectorielle des effectifs des filiales françaises, 2014



Source : FATS/Eurostat

Les filiales du secteur manufacturier n'employaient, elles, que 34,2 % des salariés en 2014 ; elles ont toutefois vu leurs effectifs doubler depuis 2010 (+106,8 %). Fin 2014, elles comptaient 84 144 travailleurs (40 700 quatre ans plus tôt), soit en moyenne 434 employés par entreprise. La fabrication d'équipements électriques est le sous-secteur le plus riche en emplois. Il comptait ainsi 37 330 salariés (15,2 % du total) en 2014 et se caractérise par la grande taille des implantations françaises (910 travailleurs par entité en moyenne). On notera en outre la croissance particulièrement marquée des

effectifs dans le secteur de l'industrie automobile. Preuve du grand dynamisme de la filière française en Inde, les effectifs ont en effet été multipliés par huit entre 2010 et 2014, pour s'élever à 8 411 sur cette dernière année. L'industrie pharmaceutique enregistre également une croissance remarquable (+74,7 % sur la période) et employait 7 325 personnes en 2014.

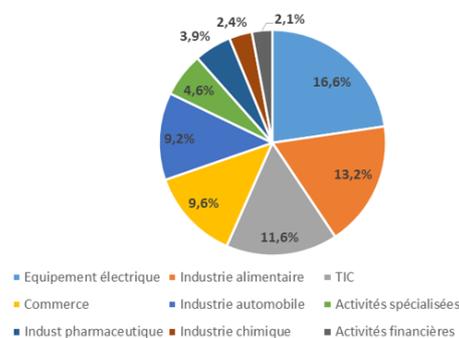
A contrario, **les effectifs employés dans la fabrication de produits informatiques reculent de moitié pour passer de 3 700 en 2010 à 1 620 quatre ans plus tard**, à l'instar de ceux des industries chimiques (- 10,1% à 1 900 employés en 2014). Le secteur demeure caractérisé par la faible intensité du facteur travail avec une moyenne de 56 employés par entité en 2014. Enfin, **près de 9 000 personnes exerçaient dans l'industrie alimentaire en 2014, soit en moyenne 625 personnes par filiale**.

3) Un chiffre d'affaires concentré dans le secteur manufacturier

Selon Eurostat, **les filiales françaises auraient réalisé un chiffre d'affaires de 11,2 Mds € en 2014**, en hausse de 46,7 % par rapport à 2010. Celui-ci s'élèverait ainsi en moyenne à 19,8 M€ au sein de chaque entité. A l'inverse de la répartition sectorielle des salariés, **le chiffre d'affaires est concentré aux deux tiers dans l'industrie manufacturière**. Il s'élève ainsi à 7,4 Mds € (65,7 % du total) et enregistre une progression de 37,8 % par rapport à 2010.

La fabrication d'équipements électriques affiche un chiffre d'affaires de 1,9 Md € en 2014, soit 16,6 % du total. En moyenne, les entreprises françaises du secteur y réalisaient des recettes de 45,4 M €, nettement au-dessus de la moyenne tous secteurs confondus. **Si l'industrie alimentaire ne compte que 14 filiales françaises en Inde, leur CA s'élève à 1,5 Md € en 2014, soit une croissance de 92,3 % en quatre ans** ; elle affiche, en moyenne, le chiffre d'affaires par entité le plus élevé (105 M€). Celui des industries automobiles, qui demeurait circonscrit à 77 M€ en 2010, atteignait 1 Md € fin 2014 (54 M€ en moyenne), soit désormais 9,2 % du CA total dégagé par les filiales françaises. Si elles restent marginales (1,2 % du total), les recettes réalisées par les entreprises françaises dans le secteur de la construction sont passées de 31 M € en 2010 à 131 M€ quatre ans plus tard. On notera enfin que les entités du secteur de l'industrie chimique ont enregistré un CA de 269 M€ en 2014, soit une contraction de 26,1 % sur la période (pour un CA moyen par entreprise de seulement 7,9 M€).

Répartition sectorielle du chiffre d'affaires des filiales françaises, 2014



Source : Enquête FATS, Eurostat

Les filiales françaises du secteur tertiaire dégagent pour leur part un chiffre d'affaires de 3,5 Mds € en 2014 (31,5 % du total), en hausse de 43,1 % par rapport à 2010. Le secteur des TIC concentre 37 % du CA réalisé dans les services. Celui-ci s'élève à 1,3 Md € en 2014, soit une hausse de 26,3 % sur la période étudiée. Sensiblement identique (1,1 Md €), le CA dégagé par les entités françaises dans le secteur du commerce a, quant à lui, été multiplié par trois (418 M€ en 2010). Les recettes déclarées dans les activités spécialisées et techniques suivent la même tendance. Elles ont été quasiment multipliées par trois, à 520 M€ en 2014. Les filiales du secteur des transports affichent un CA de 130 M€, en hausse de 58,5 % par rapport à 2011. Enfin, le secteur des activités financières et des assurances affiche un CA en contraction de 9,8 %, à 238 M€ en 2014.

4) Progression moins marquée des investissements bruts en biens corporels

Les données d'Eurostat indique, pour les secteurs dont les comptes ont été rendu publics, des **investissements bruts en bien corporels de 618 M€ en 2014, soit une hausse de 10,2 % par rapport à 2010**. Une filiale française afficherait donc un investissement moyen 1,1 M€ en biens corporels sur l'année 2014. Ces investissements émanent en premier lieu de l'industrie manufacturière, à l'origine de 64,2 % de ces apports. Le sous-secteur de la fabrication d'équipements électriques a réalisé 95 M€ d'investissements bruts en biens corporels, soit une hausse de 15,4 % sur la période. Les investissements de l'industrie alimentaire augmentent également de 10,4 % à 64 M€. On notera qu'au regard du nombre de filiales françaises implantées, ce montant est très important (4,6 M€ en moyenne par entité). Les filiales de l'industrie chimique n'ont quant à elles investi que 21 M€ en 2014, soit un repli de 72 % par rapport à 2010 (75 M€). A l'inverse, **les filiales françaises de l'industrie automobiles ont, entre 2010 et 2014, presque multiplié par trois leurs investissements**. Ces derniers demeurent toutefois encore assez faibles en valeur absolue (22 M€ en 2014).

Les données agrégées relatives **au secteur tertiaire** ne sont disponibles qu'entre 2011 et 2013. Sur cette période, **les investissements bruts en biens corporels ont reculé de 22,3 % pour passer de 130 M€ à 101 M€**. Ils émanent principalement du secteur des TIC (62 M€ en 2014) et restent stables sur les quatre ans étudiées (61 M€ en 2010). On notera que les investissements réalisés par les filiales de services commerciaux ont été multipliés par trois pour passer de 13 M€ en 2010 à 38 M€ quatre ans plus tard. Enfin, les entreprises de services spécialisés et techniques ont investi 17 M€ en biens corporels, soit une hausse de 54 %.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.